



Jean-Pierre Raffarin,
Jean-Claude Gaudin,
Philippe Marini,
Alain Lambert et Gérard
Larcher à la conquête
du « plateau », siège
du président au palais
du Luxembourg.

PRÉSIDENTE DU SÉNAT

Un fauteuil, cinq prétendants

Ne pas se fier aux dorures des lambris : tous les coups sont permis dans la campagne qui oppose les sénateurs Gaudin, Lambert, Larcher, Marini et Raffarin pour succéder à Christian Poncelet. Dénouement le 26 septembre.

PAR CHRISTINE CLERC

Il a étalé soigneusement sa serviette blanche sur son estomac de sénateur-maire, en la coinçant sous son veston marine. « Rose, dit-il en picorant des charcutailles, fais-nous porter des côtelettes... » Scène de campagne sénatoriale dans la France de 2008. Tout l'été, Jean-Claude Gaudin a « traversé des fêtes de village et mangé des aiolis ». Et maintenant, avant de reprendre sa tournée, de Rognonas aux Baux-de-Provence, il se pose dans un bistrot du Vieux-Port où Rose, 83 ans, l'accueille comme une mamma. Le maire de Marseille sort de sa poche un papier : « Dans les Bouches-du-Rhône (l'un des départements de la série A, dont les sénateurs sont soumis à réélection le 21 septembre, ndlr), nous avons 119 communes ; 3 062 grands électeurs vont participer au scrutin. Cela fait 382 électeurs pour chaque siège. Si je ramène le même nombre de sénateurs - trois - ce sera un succès. Si nous en avons quatre, ce sera un très gros succès... » Et si, en plus, le jury descendu de Paris désigne - mardi - la Cité phocéenne comme « capitale de la Culture 2013 », « on entendra parler de moi à Paris ! »

Ce n'est pas le cas aujourd'hui : des cinq UMP qui se disputent la succession du gaulliste Christian Poncelet, 80 ans, à la présidence du Sénat le 26 septembre - une primaire devant les départager le 24 -, Gaudin, 69 ans, est avec l'énarque Philippe Marini, 58 ans, sénateur de l'Oise, et l'ancien notaire Alain Lambert, 62 ans, sénateur de l'Orne, qui devait se déclarer cette semaine, l'un des moins bien placés. Le jovial vice-président de l'UMP, qui fait la joie des Canteloup et autres Gerra, serait « usé », murmurent ses chers collègues : l'embrouille qui a fait perdre la présidence de la communauté urbaine à son pre-

mier adjoint Renaud Muselier a fait oublier la victoire remportée ensemble à Marseille. Gardons-nous, cependant, d'une condescendance de « Nordistes » : on a tort, dit Muselier, de « ne pas calculer » avec le maire de la troisième ville de France. Comment ne serait-il pas tenté par la présidence du Sénat, et le titre de deuxième personnage de l'Etat, appelé à remplacer le président de la République en cas de vacance du pouvoir ? Beau couronnement pour une carrière politique !

Jean-Pierre Raffarin, 60 ans, fils d'un cultivateur poitevin promu secrétaire d'Etat à l'Agriculture par Pierre Mendès France, en rêve depuis longtemps : depuis qu'il a été élu pour la première fois à la Haute Assemblée en septembre 1995, avant de devenir ministre du Commerce et de l'Artisanat, puis Premier ministre de Jacques Chirac. N'a-t-il pas la rondeur qui convient ? Fidèle à son premier mentor, Valéry Giscard d'Estaing, n'a-t-il pas été loyal envers Chirac ? A Matignon, il eut des accrochages avec un ministre rebelle nommé Nicolas Sarkozy. Mais l'ancien directeur de marketing Raffarin connaît les principes qui régissent notre République aussi bien que les formules publicitaires qui font mouche auprès des consommateurs. Il revendique « l'indépendance dans la complémentarité ». « Le deuxième personnage de l'Etat doit être capable, insiste-t-il, de dire les choses au Président. » Il n'a d'ailleurs pas hésité, souligne-t-il, à s'opposer au projet gouvernemental sur les tests ADN pour le regroupement familial. Certes, l'ex-giscardien agace, autour de Poncelet, certains anciens RPR : ils lui reprochent, sinon de « fayoter », de flatter les « jeunes pops », qu'il a accueillis à Royan avant de recevoir Sarkozy, et de se glisser dans les voyages présidentiels - en Chine et bientôt au Canada.

Raffarin réplique à cela que, des deux principaux candidats UMP en présence, il incarne le mieux le pluralisme : quand les cinq premiers postes de l'Etat - l'Élysée, Matignon, la présidence de l'Assemblée nationale, du Conseil constitutionnel et de la Cour des comptes - sont détenus par des ex-RPR, est-il juste que le successeur de Poncelet soit encore de la même famille ?

Or, c'est le cas de Gérard Larcher. L'ancien vétérinaire, maire de Rambouillet et, depuis 1986, sénateur des Yvelines presque sans discontinuer, a le coffre d'un solide chasseur. Il a montré, au Sénat durant près de vingt ans et comme ministre des Affaires sociales du gouvernement Villepin, où lui revint la tâche délicate de retirer le CPE, son endurance et son habileté. A 59 ans, il est aussi - et c'est très apprécié au palais du Luxembourg où l'assiduité compte autant que l'ancienneté - l'auteur de nombreux rapports. Celui, tout récent, sur la restructuration des hôpitaux, a valu à Larcher un éloge du président de la République, qui lui a demandé de suivre la mise en œuvre de la carte hospitalière. Et puis ce franc-maçon devrait bénéficier du soutien de la bonne centaine de sénateurs affiliés à diverses obédiences. « Il connaît des tas de gens, résume le mitterrandien Michel Charasse. Il a des copains partout. »

Les favoris rivalisent de discours sur « nos territoires »

Au fait, qu'est-ce qui est le plus important pour devenir, en 2008, président du Sénat ? La bienveillance des « frères » ? Certes. Le soutien de l'ex-RPR et en tout cas de l'UMP, groupe le plus important au palais du Luxembourg ? A l'évidence. Aucun candidat ne doit oublier non plus de vanter le travail accompli en dix ans. S'il n'a pas réussi à féminiser le Sénat (20 % seulement de femmes), Poncelet a modernisé l'institution : en envoyant les sénateurs faire des stages en entreprise et dans les tribunaux, en créant la chaîne de télévision Public Sénat et en multipliant les expositions et colloques médiatiques. Quant au chef de l'Etat... On comptabilise ses gestes, ses sourires, ses invitations... Tiens ! Marini a accompagné Sarkozy à Damas. Mais n'est-il pas président d'une amicale franco-syrienne ?

Au long de leur tournée (sans escorte de journalistes) à travers les départements, les deux favoris, Raffarin et Larcher, rivalisent de discours sur « nos territoires » : les problèmes de Poste et d'hôpitaux, qui « blessent », dit Raffarin, les ruraux ; la grande ville « qui n'est pas la solution », la taille acceptable des hypermarchés. Sur internet, tous deux plaident aussi pour le rajeunissement de leur institution. Ou pour sa survie. Les sénateurs n'ont pas oublié comment, en 1969, le général de Gaulle vou-

lut transformer leur assemblée. Beaucoup plus récemment, ils ont été traumatisés par le mot d'« *anomalie* » prononcé à leur endroit par Lionel Jospin.

La réforme institutionnelle les a certes épargnés. Mais pour combien de temps ? Le 21 septembre, une douzaine de sièges risquent de basculer à gauche. Et, en 2011, le renouvellement traduira la supériorité du PS dans les conseils municipaux, viviers de 95 % des grands électeurs. Qui sait, alors, si la gauche ne mettra pas en oeuvre un projet de suppression de la deuxième chambre ? « *Notre légitimité est en question* », insiste Larcher dans une lettre circulaire pour un « *nouveau cap* ». Le Sénat ne doit plus être seulement un « *abri démocratique* » en cas de tempête, un refuge pour les battus des législatives ou les anciens ministres... « *Il nous faut relever le défi de la visibilité, oser forger une modernité.* »

Tous les jeux sont permis dans une élection pleine de chausse-trappes

En clair : adopter un rythme plus soutenu de questions d'actualité - actuellement, une fois tous les quinze jours. Se montrer surtout plus présents dans les médias. Ce que Marini résume par la formule « *ne plus se faire voler la vedette par l'Assemblée nationale* ». En janvier, le rapporteur de la commission des Finances créait avec ses collègues Jean Arthuis, Hubert Haenel et Alain Lambert le club Un nouvel élan pour le Sénat. Selon ces économistes, très soucieux de leur mission de contrôle des dépenses publiques, la Haute Assemblée devrait commencer par mieux gérer ses propres talents. L'impertinent Lambert, déjà candidat malheureux une fois contre Poncelet, allait-il se lancer à nouveau ? Ce fut, en août, son ami Marini qui alla trouver le président du Sénat dans sa villa sur la Côte d'Azur pour lui rappeler sa longue fidélité et lui confier ses intentions.

Aujourd'hui, Lambert se déclare à son tour : « *Je suis personnellement attaché à l'indépendance du Sénat vis-à-vis de l'exécutif* », écrit-il dans *Le Figaro*. Avec témérité, l'ancien ministre du Budget critique vivement Sarkozy à propos du RSA, « *qui impose la pénitence aux petits épargnants* ». Lambert, qui se vante d'avoir inventé la Lolf (loi organique relative aux lois de finances) en 2001 avec le socialiste Didier Migaud, rêverait-il de se faire élire avec le soutien de la gauche ? Tous les jeux sont encore permis dans cette élection pleine de chausse-trappes qui fait penser à celles de l'Académie française. Encore une semaine de campagne de terrain pour Gaudin, de rivalité feutrée à coups de « *tribunes libres* » et conciliabules pour Marini, Lambert, Raffarin et Larcher. Encore trois belles années pour les sénateurs UMP. Ah, les beaux jours...

CHRISTINE CLERC